

« Produire plus, mieux et durable » : quel est l'avis des Français ?

Présentation du 7 Février 2022

Contacts Ifop : Département Opinion et Stratégies d'entreprises

Fabienne GOMANT

Directrice Adjointe, fabienne.gomant@ifop.com

Antoine CHATELET

Chargé d'Etudes, antoine.chatelet@ifop.com



Rappel de la méthodologie

La méthodologie

Qui ?

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1008** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Comment ?

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

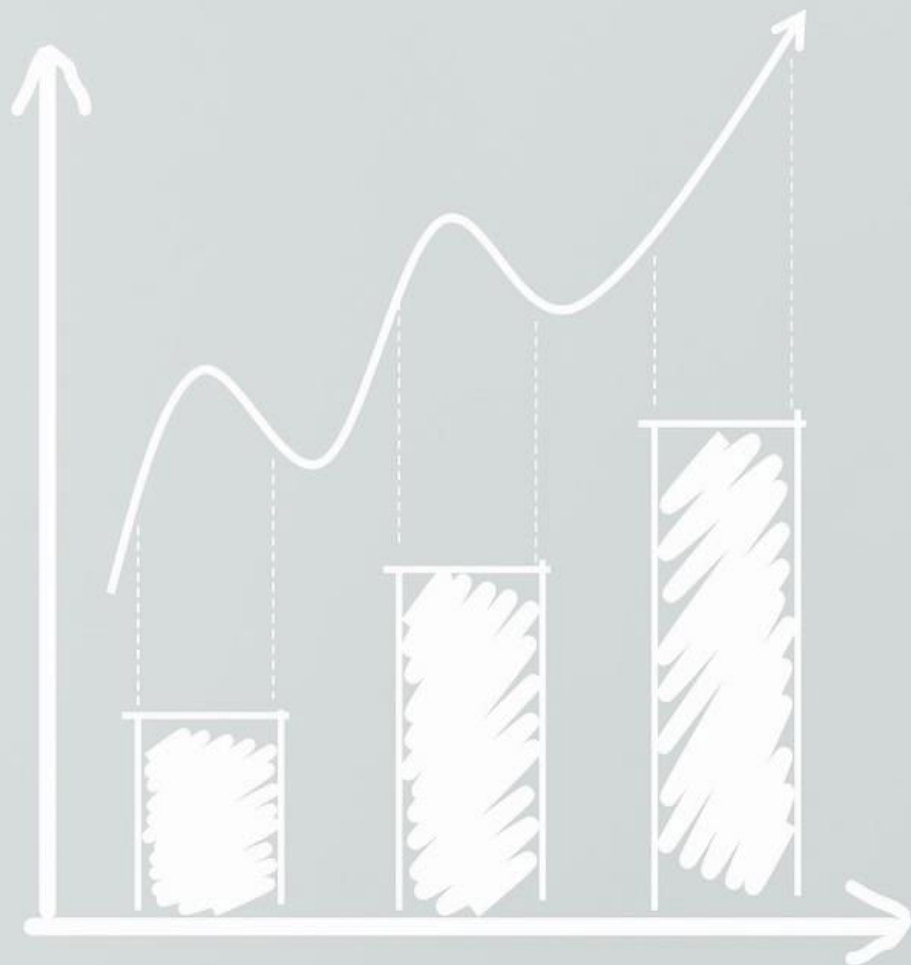
Quand ?

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 20 au 24 janvier 2022.

Note de lecture

Les écarts significatifs entre les cibles sont indiqués par : ▲ ▼ ○ ○

Les résultats de l'enquête



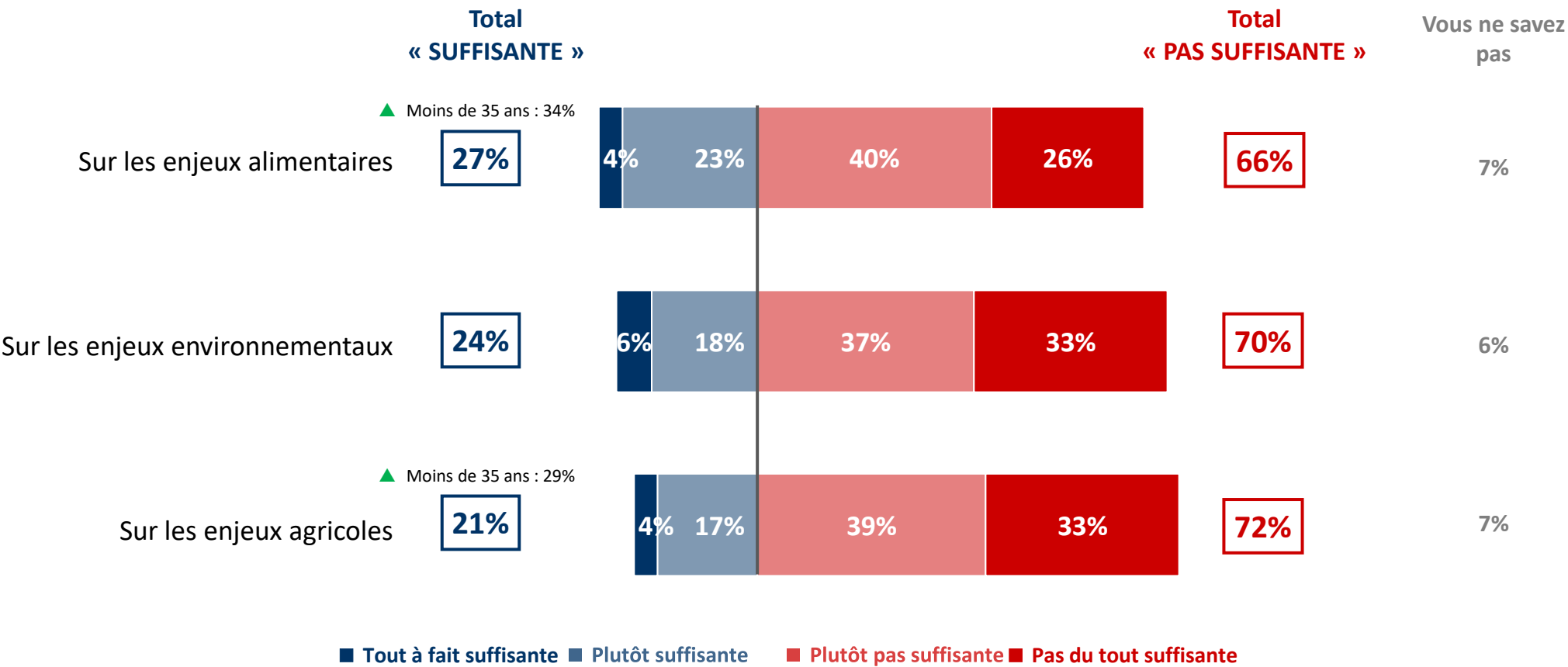


A.

Introduction

Le jugement à l'égard de l'action des responsables politiques sur différents enjeux

Question : Diriez-vous que, aujourd’hui en France, sur chacun des trois types d’enjeux suivants, l’action des responsables politiques est suffisante ou non ?



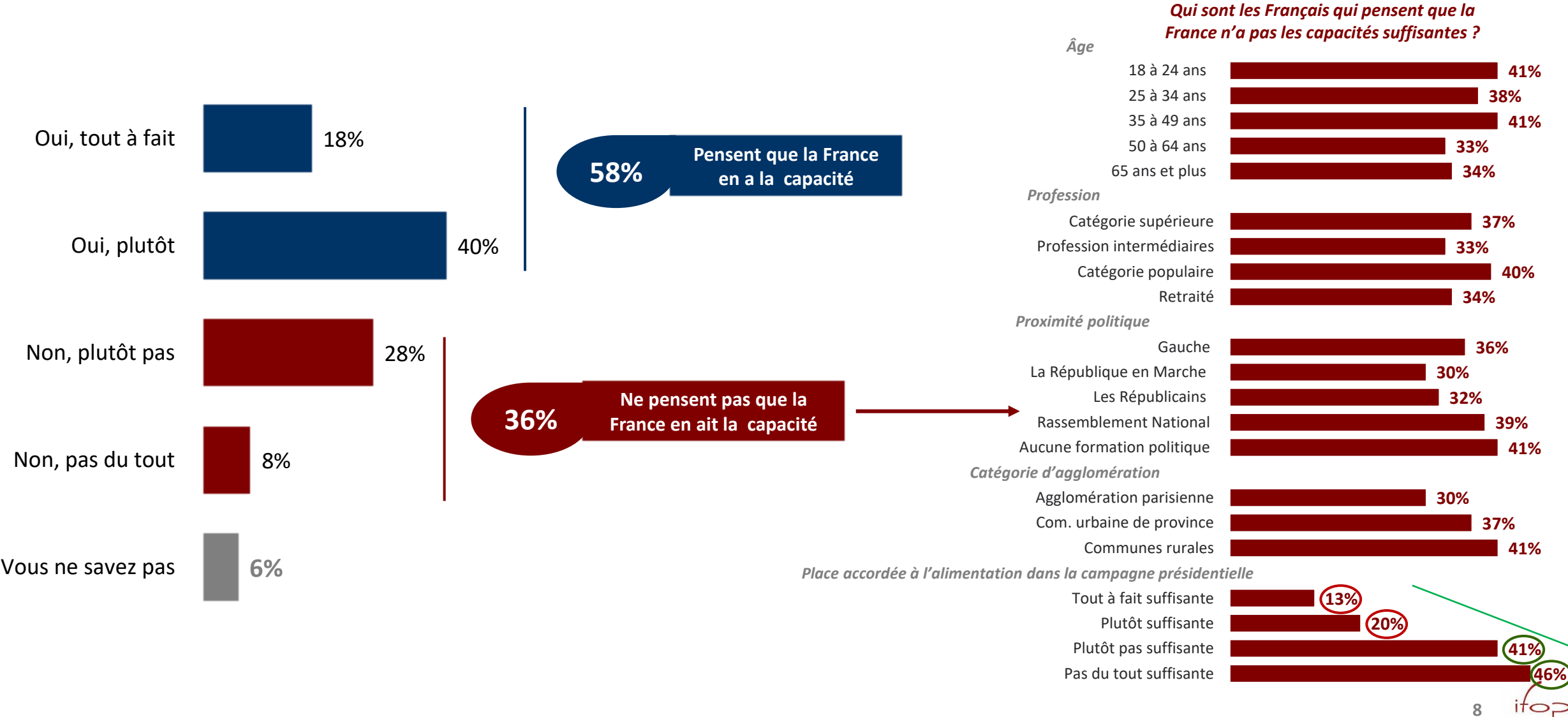


B.

Produire PLUS

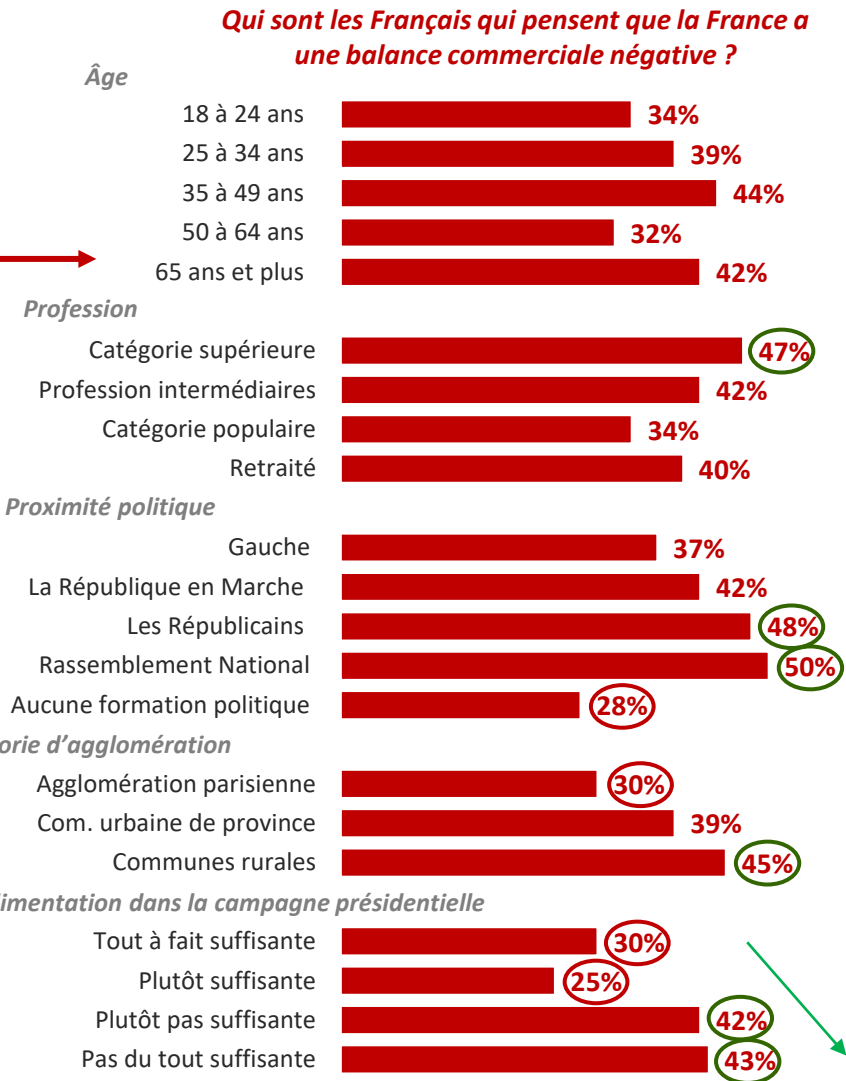
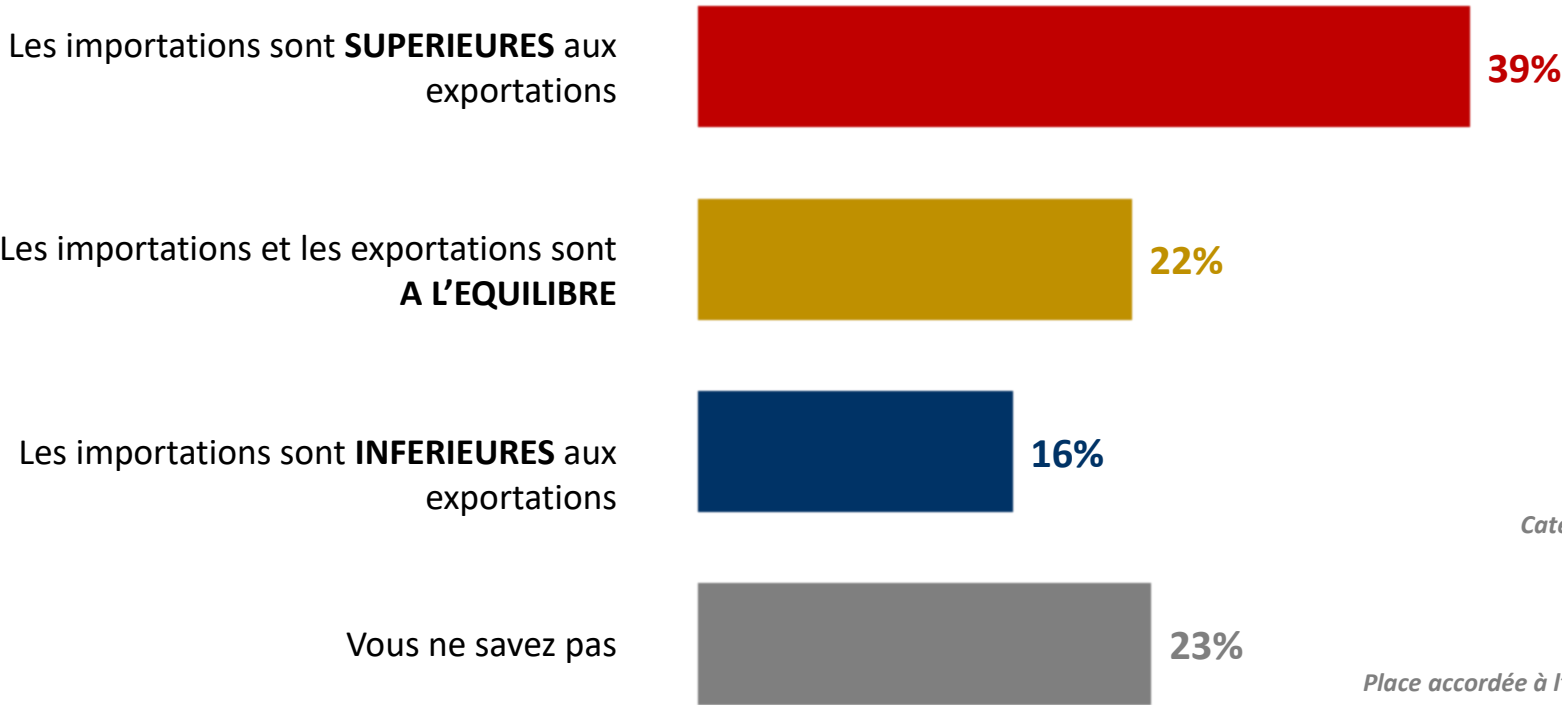
La perception des capacités de production alimentaire de la France

Question : D'après ce que vous en savez, diriez-vous que la France a aujourd'hui les capacités de production alimentaire suffisantes pour nourrir l'ensemble de sa population ?



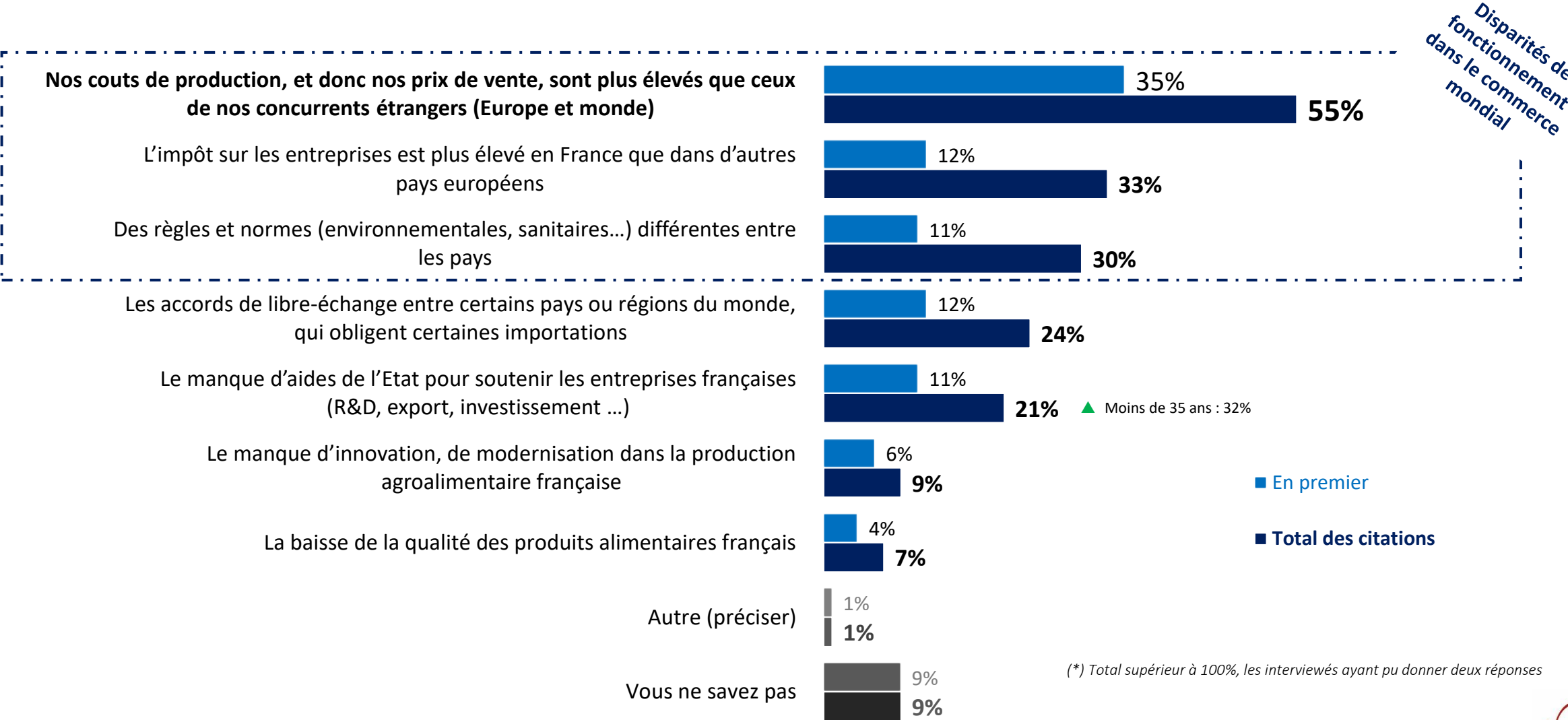
L'estimation de la balance commerciale dans le domaine agroalimentaire

Question : Selon vous, dans le domaine agroalimentaire en France, est-ce que... ?



Les causes perçues de l'inversion de la balance commerciale

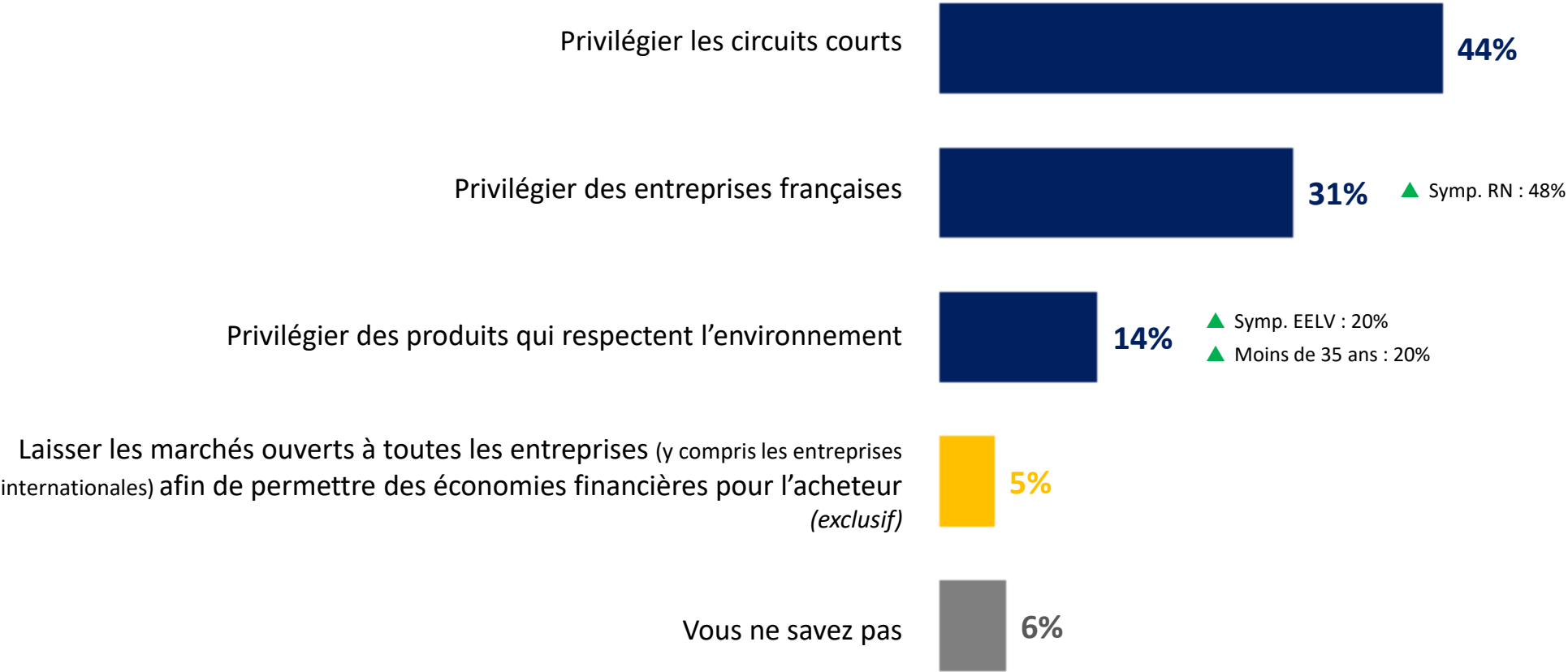
Question : En fait, au fil du temps les importations françaises de produits agroalimentaires risquent de devenir supérieures aux exportations. Selon vous, quelles en sont les principales causes ? En premier ? En second ?



Les objectifs prioritaires assignés à la commande publique concernant le domaine agroalimentaire

Question : S’agissant des appels d’offre passés par les écoles et les administrations françaises dans le domaine agroalimentaire, laquelle des opinions suivantes se rapproche le plus de la vôtre ?

Dans ces marchés, il faut ...



(*) Total supérieur à 100%, les interviewés ayant pu donner deux réponses

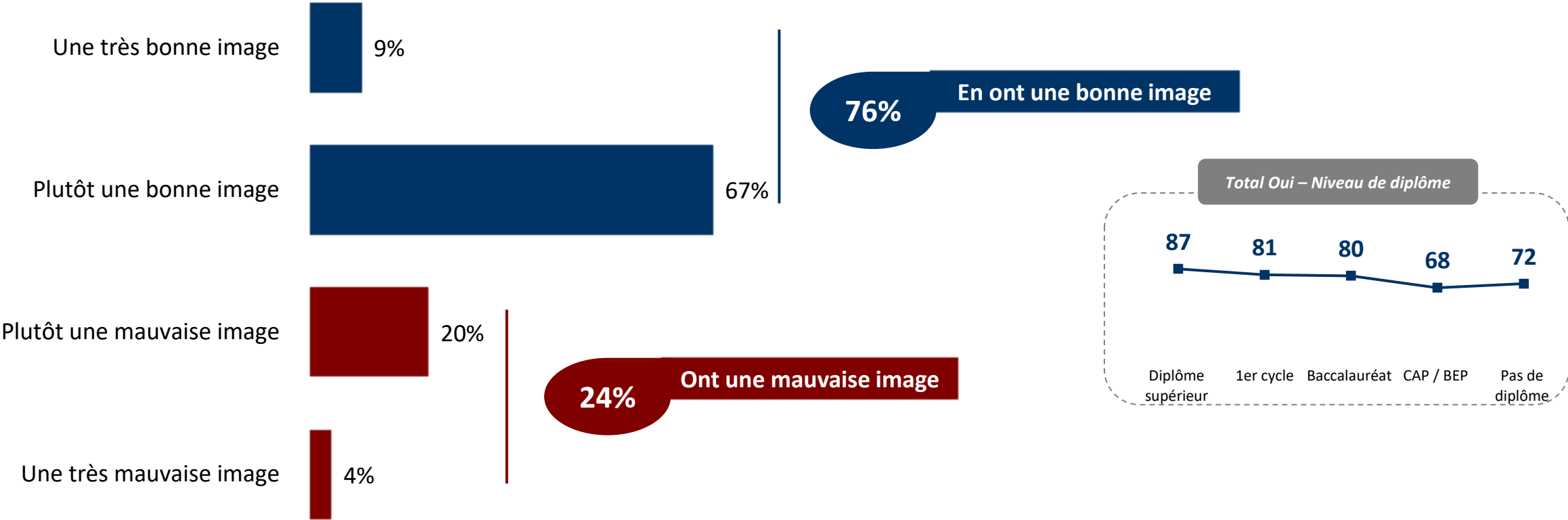


C.

Produire MIEUX

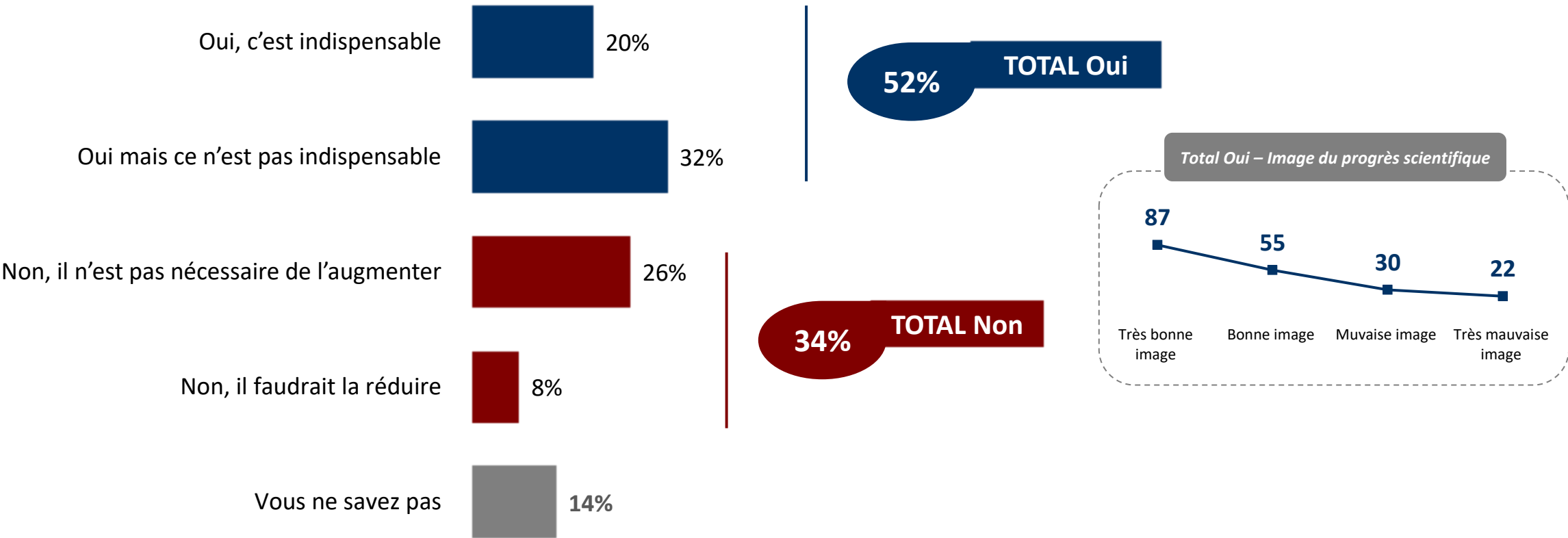
L'image associée au « progrès scientifique »

Question : Vous personnellement, de façon générale avez-vous une bonne ou une mauvaise image de ce que l'on nomme habituellement « le progrès scientifique » ?



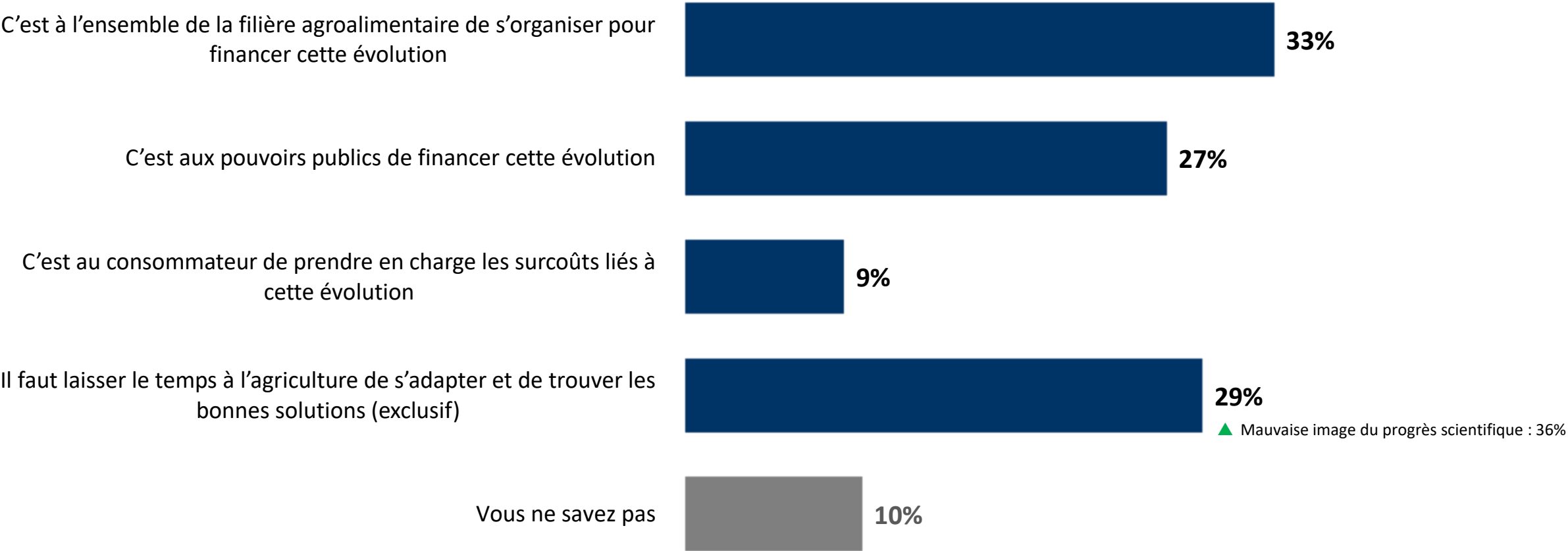
La nécessité perçue de l'augmentation de la place de la science dans la production agroalimentaire

Question : En considérant les différents effets de la science dans la production agroalimentaire (en termes de rendement, de bien-être animal, de qualité des produits, de pénibilité du travail, d'environnement, etc.) est-il selon vous nécessaire d'augmenter la place de la science dans la production agroalimentaire française ?



L'opinion sur le financement de la transition écologique des modes de production alimentaire

Question : S'agissant de l'évolution des modes de production alimentaire français vers des systèmes plus écologiques, diriez-vous que... ?



(*) Total supérieur à 100%, les interviewés ayant pu donner deux réponses

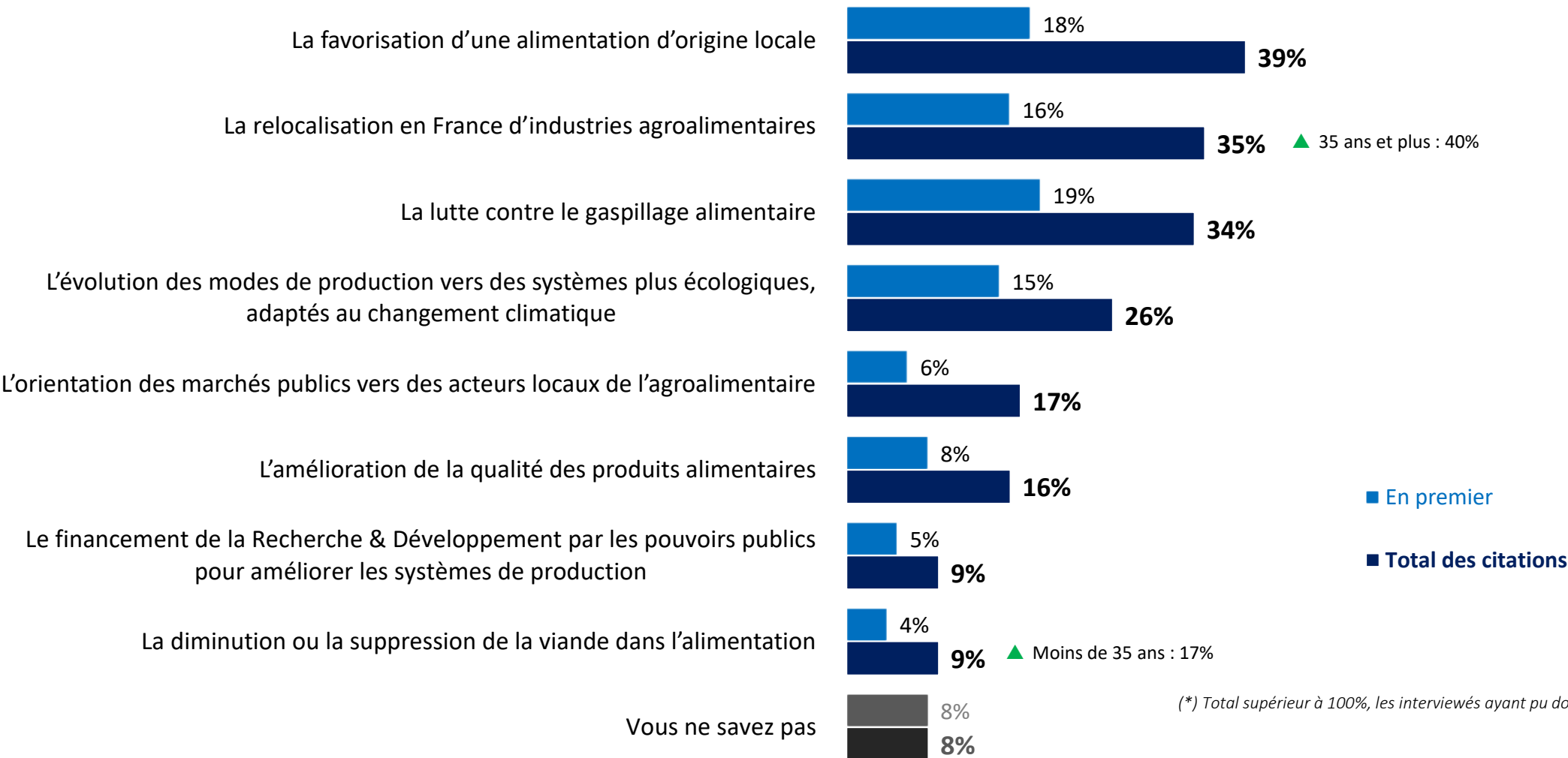


D.

Produire DURABLE

Les principaux enjeux alimentaires perçus pour la France

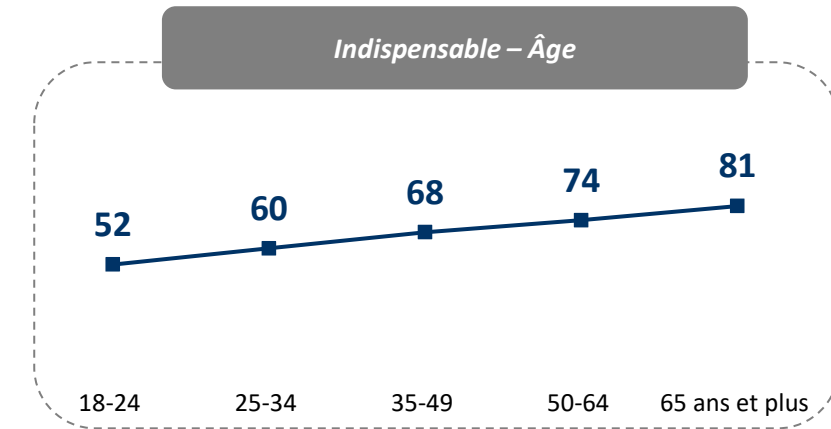
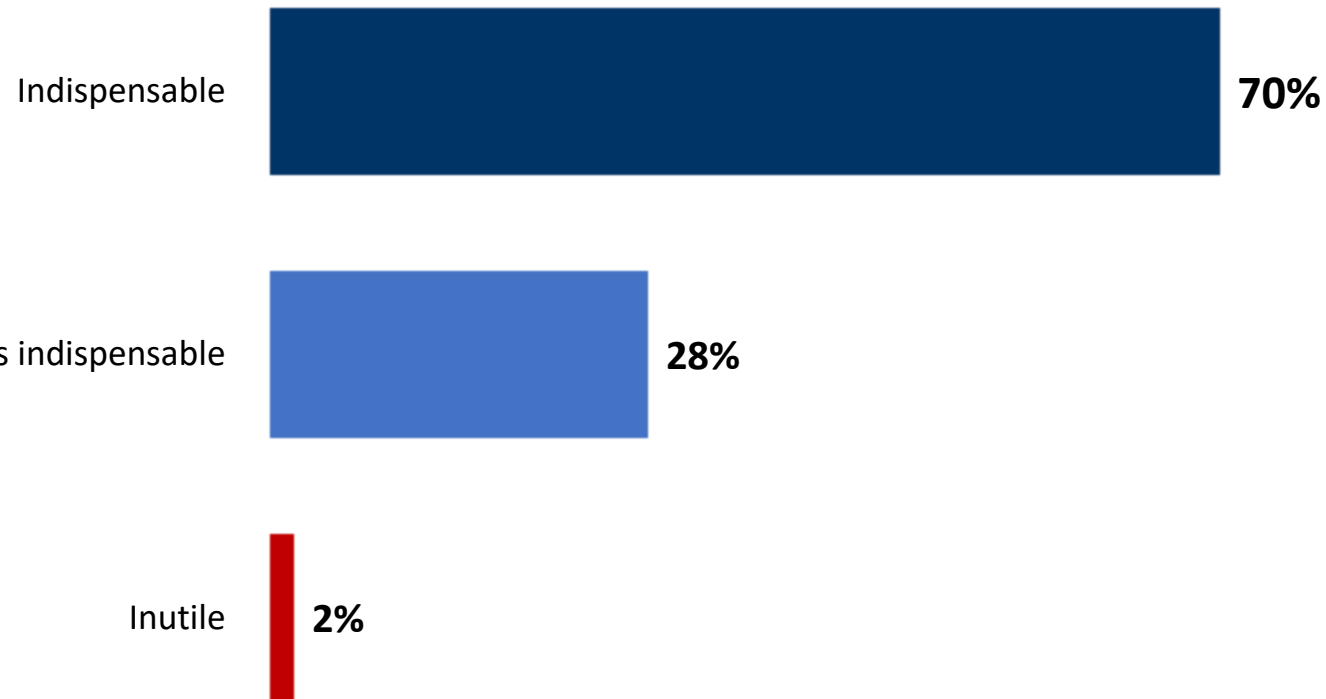
Question : Selon vous, parmi la liste suivante quels sont les deux principaux enjeux alimentaires pour la France actuellement, c'est-à-dire ce sur quoi il faut agir en priorité ?
En premier ? En second ?



(*) Total supérieur à 100%, les interviewés ayant pu donner deux réponses

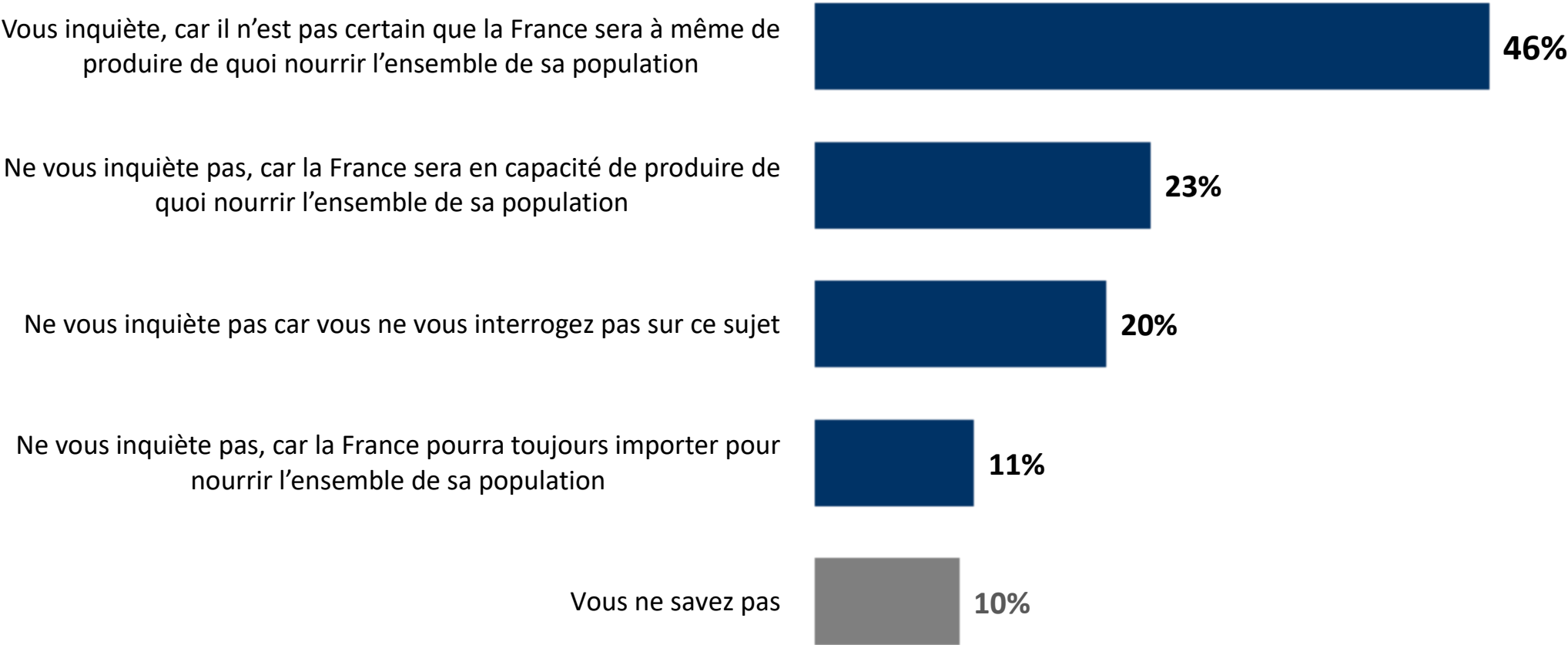
La nécessité d'avoir des entreprises agroalimentaires sur le territoire français pour assurer la sécurité alimentaire

Question : Diriez-vous que, pour assurer notre sécurité alimentaire, la présence d'entreprises agroalimentaires sur le territoire français spécifiquement est... ?



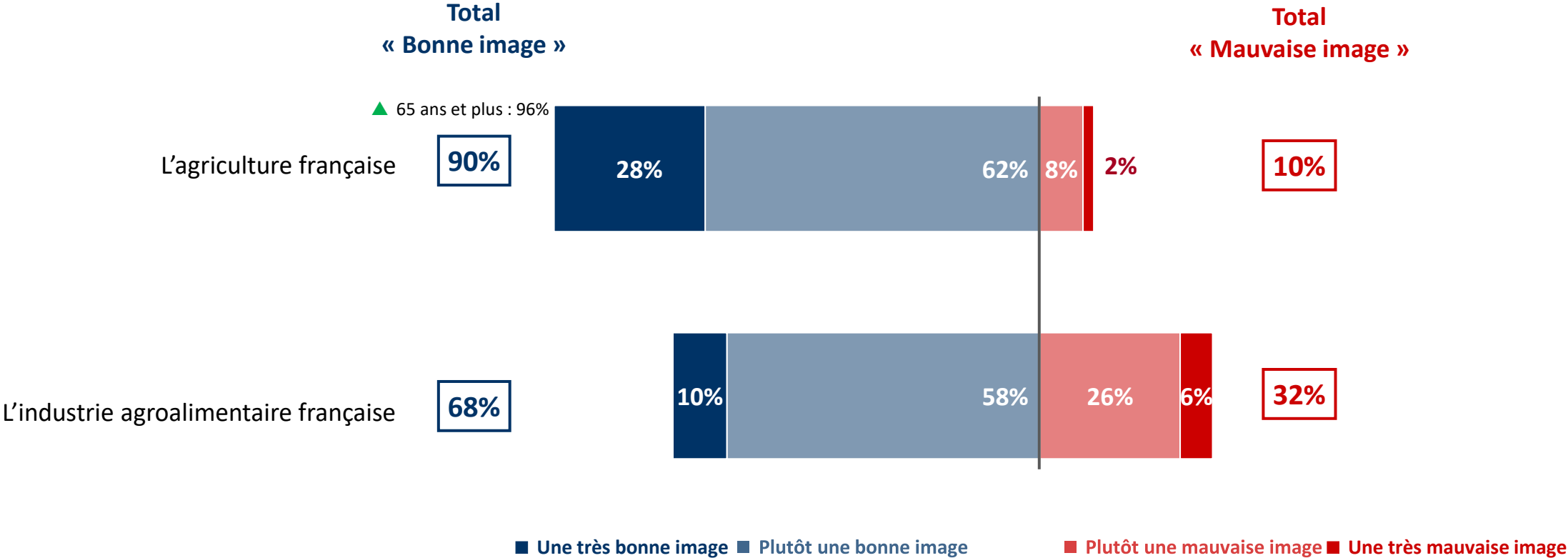
L'inquiétude soulevée par la question de la sécurité alimentaire à l'horizon 2050

Question : Lorsque vous vous projetez en 2050, diriez-vous que la question de la sécurité alimentaire... ?



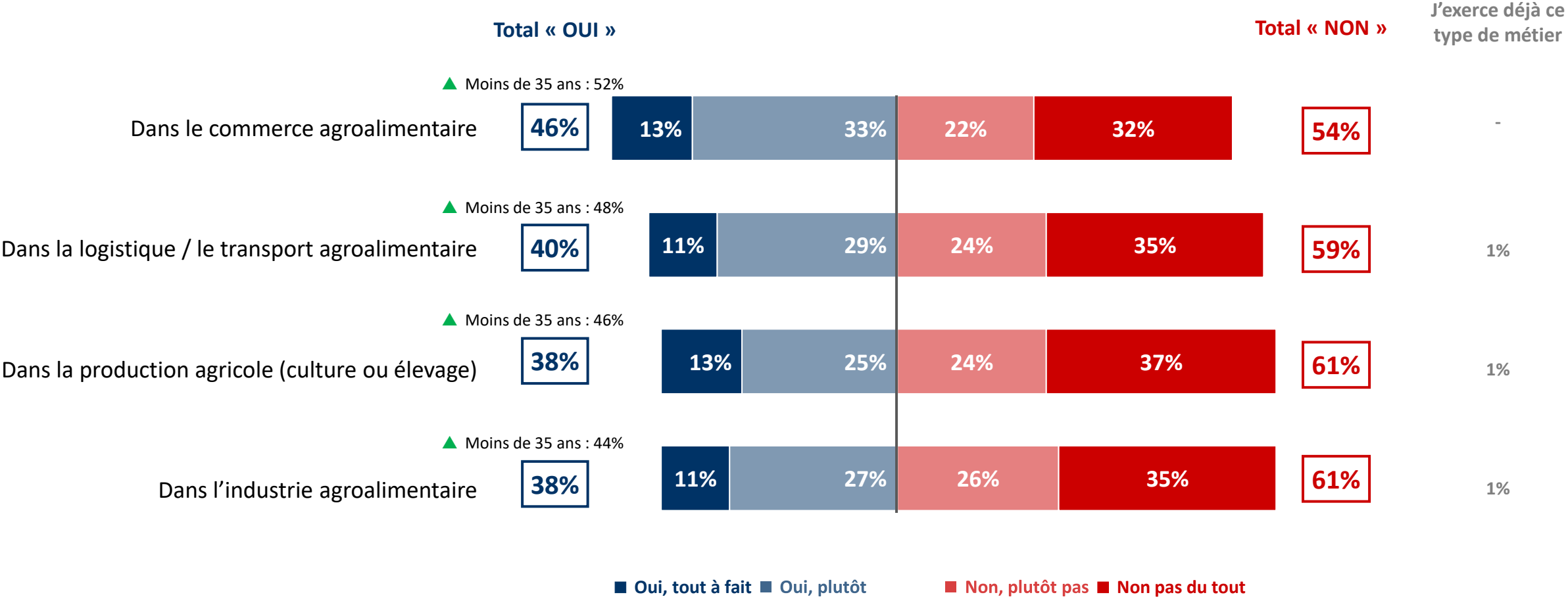
L'image de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire française

Question : Globalement, diriez-vous que vous avez une bonne ou une mauvaise image de... ?



La propension à exercer un emploi dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire

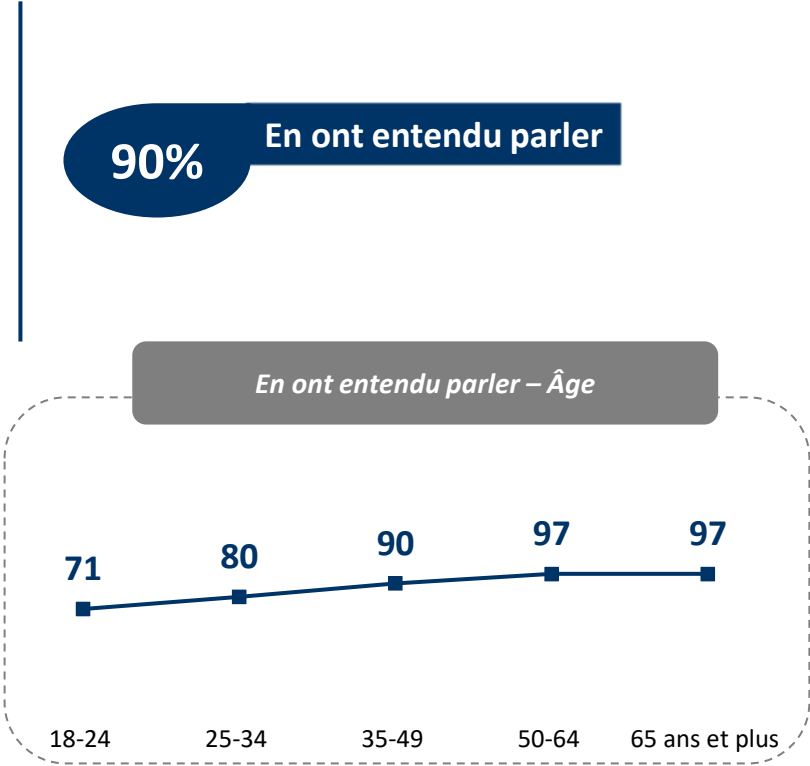
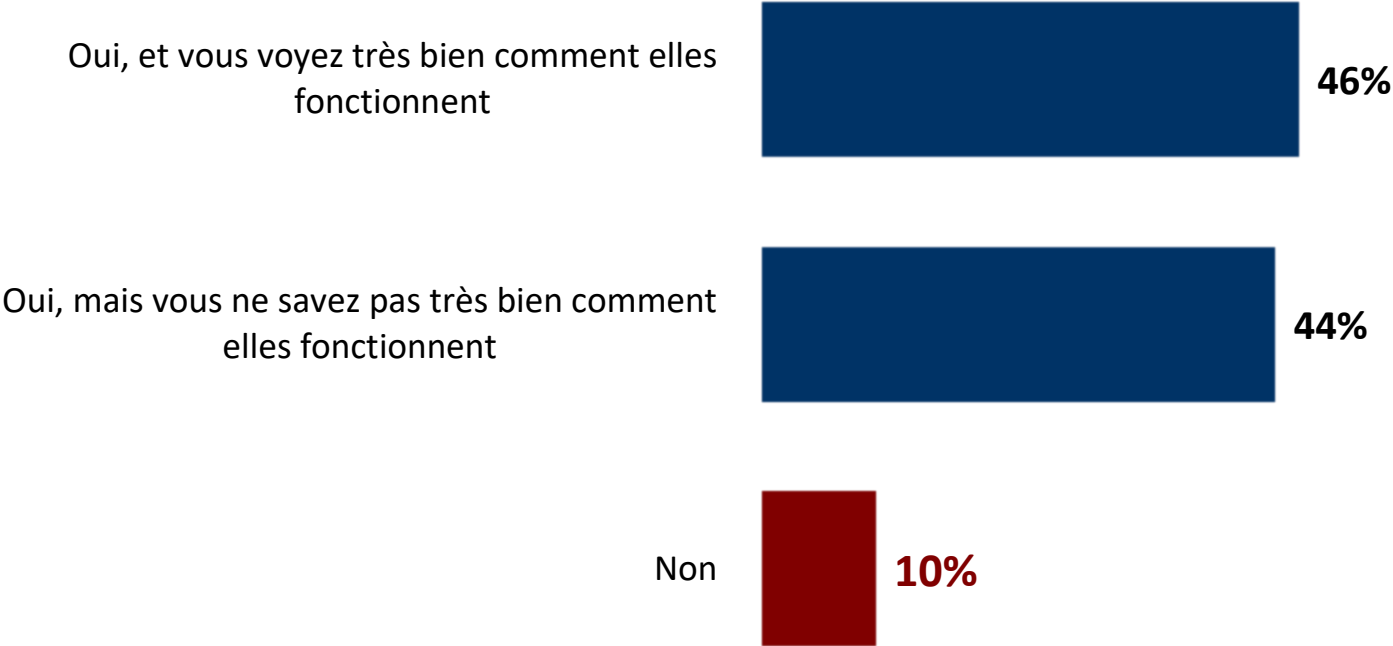
Question : L'ensemble de la filière agroalimentaire regroupe de nombreux types de métiers. Vous personnellement, pourriez-vous envisager d'exercer un emploi... ?



E - CONCLUSION

La notoriété des coopératives agricoles

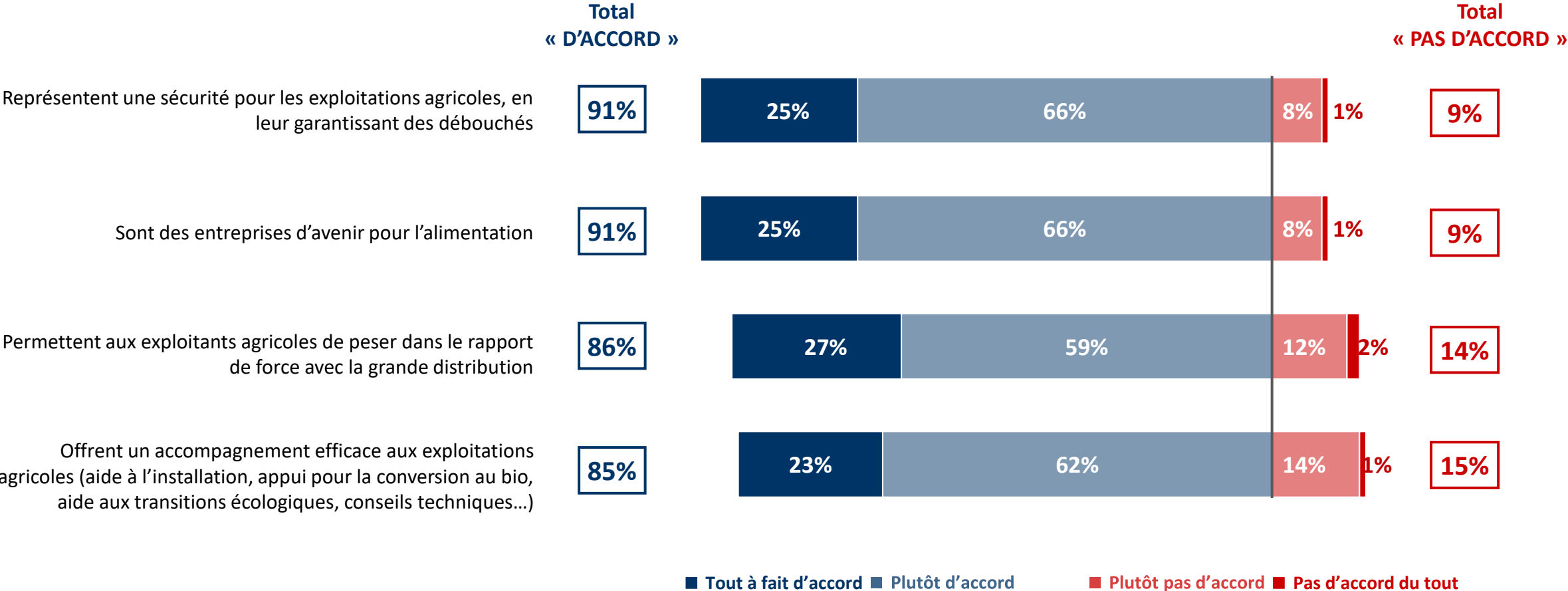
Question : Enfin, avez-vous déjà entendu parler des coopératives agricoles ?



L'adhésion à différentes affirmations concernant les coopératives agricoles

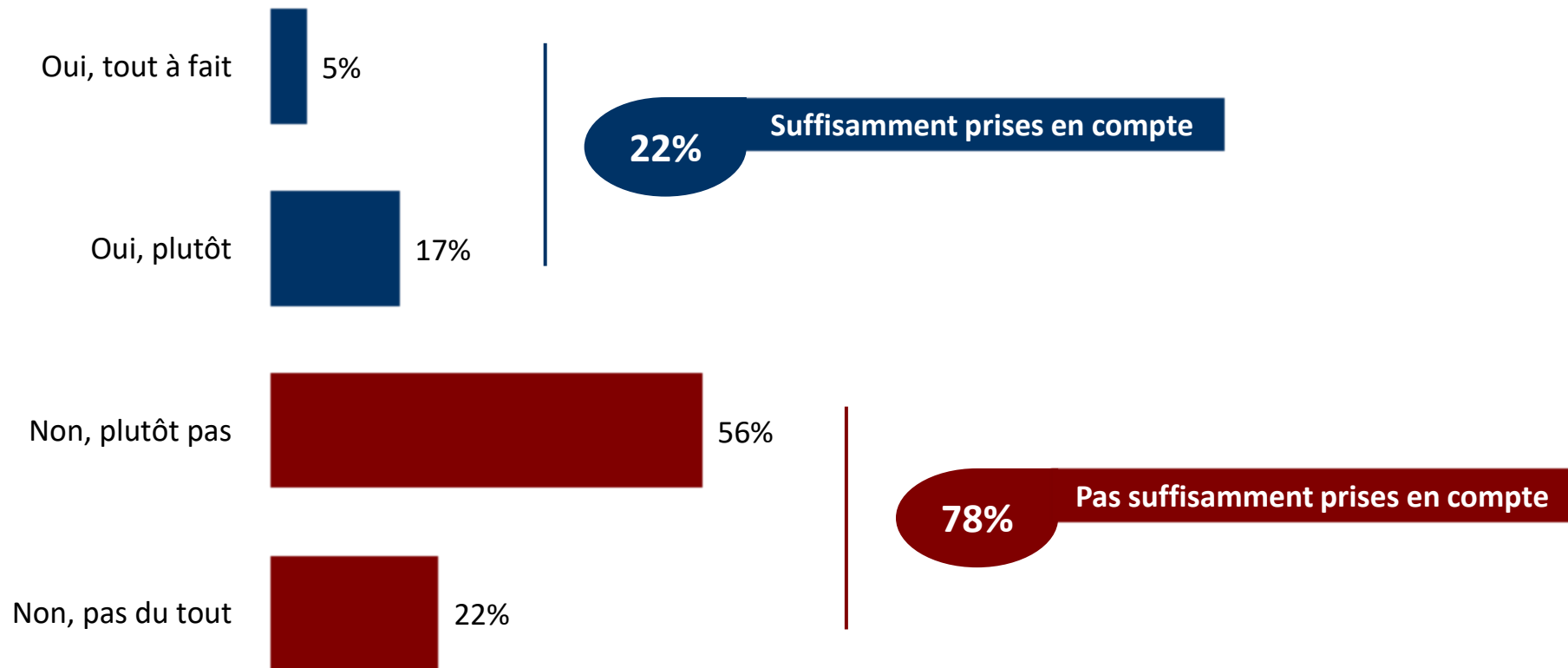
Question : Diriez-vous que vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?
Les coopératives agricoles...

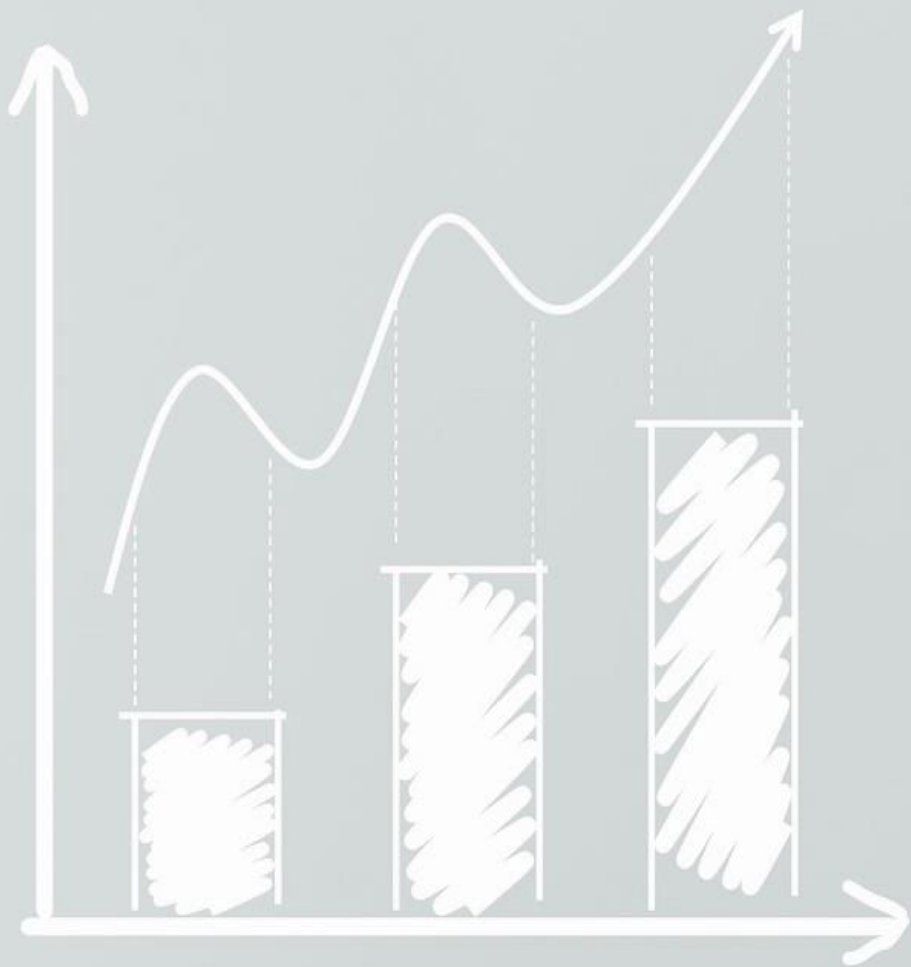
Base : A ceux qui en ont déjà entendu parler, soit 90% de l'échantillon



La prise en compte des questions de l'alimentation et de l'agroalimentaire dans la campagne présidentielle

Question : Pour terminer, diriez-vous que les questions de l'alimentation et de l'agroalimentaire sont suffisamment prises en compte dans les programmes des candidats à la prochaine élection présidentielle ?





Les principaux enseignements

Plus d'un tiers des Français estiment que la France n'est plus en mesure de nourrir l'ensemble de sa population

Dans un contexte où la majorité des Français considèrent que l'action des responsables politiques sur les enjeux alimentaires (66%) et agricoles (72%) est insuffisante, 36% ont le sentiment que la France n'a aujourd'hui plus les capacités de production alimentaire suffisantes pour nourrir l'ensemble de sa population. Si cette opinion apparaît assez homogène au sein de la population, les personnes estimant que les questions de l'alimentation et de l'agroalimentaire ne sont pas suffisamment prises en compte dans la campagne présidentielle sont encore plus pessimistes à ce sujet.

Identifiant une concurrence étrangère aux coûts moins élevés, les interviewés préconisent les circuits courts et les entreprises françaises

Si la majorité des Français (58%) considère que la France a encore aujourd'hui les capacités de production alimentaire pour nourrir l'ensemble de sa population (avec cependant 18% de « oui, tout à fait » seulement), la perception d'une certaine fragilité se fait jour. En effet, même si près d'un quart des répondants ne sont pas en mesure de se prononcer sur l'état de la balance commerciale agroalimentaire de la France, ils sont tout de même 4 sur 10 (39%) à la percevoir déficitaire alors que 16% l'imaginent encore excédentaire.

L'inversion progressive de la balance commerciale est selon les Français en premier lieu imputable à une concurrence étrangère qui bénéficie de conditions plus favorables, qu'ils s'agissent de coûts de production moindres (55%), un impôt sur les entreprises moins élevé (33%) ou encore de règles et de normes plus souples (30%). Les lacunes « nationales » telles qu'un manque d'aide de l'Etat (21%) ou d'innovation (9%), voire une baisse de la qualité des produits alimentaires français (7%) sont bien moins citées par les répondants.

Afin de lutter contre ce déficit productif, les Français interrogés considèrent qu'il faut, dans le cadre d'appels d'offre passés par les écoles et les administrations françaises dans le domaine agroalimentaire (par exemple les cantines scolaires), privilégier au maximum le circuit court (44%) et les entreprises nationales (31%), cette préférence nationale étant particulièrement prégnante chez les sympathisants du Rassemblement National (48%). Ces impératifs locaux prennent le pas sur les considérations écologiques : 14% des répondants seulement estiment qu'il faut privilégier des produits qui respectent l'environnement, tandis qu'une minorité (5%) plaide pour un « laisser faire » sur les marchés publics afin de permettre des économies financières.

Si 3 Français sur 4 ont une bonne image du « progrès scientifique », l'augmentation de la place de l'agrosience afin de « produire mieux » n'est soutenue que par une courte majorité

76% des personnes interrogées déclarent avoir une bonne image du « progrès scientifique », opinion au demeurant encore assez peu constituée (seulement 9% en ont une « très bonne image ») et particulièrement prégnante chez les personnes les plus diplômées. Néanmoins, les apports bénéfiques de la science dans la production agroalimentaire ne semblent pas aussi évidents dans la mesure où « seuls » 52% des Français soutiennent qu'il est nécessaire d'augmenter la contribution de la science, quand 34% sont de l'avis contraire.

Allant de paire avec la priorité accordée à la favorisation d'une alimentation locale et à la relocalisation des industries agroalimentaires, la question de la sécurité alimentaire à l'horizon 2050 inquiète une majorité relative de répondants

La favorisation d'une alimentation d'origine locale apparaît comme l'enjeu alimentaire prioritaire en France (39%), devançant de peu la relocalisation des activités agroalimentaires dans l'hexagone (35%) et la lutte contre le gaspillage alimentaire (34%). Il convient de souligner que les thèmes classiques de l'« agribashing » apparaissent plus en retrait, à savoir l'évolution des modes de production vers des systèmes plus écologiques (26%), l'amélioration de la qualité des produits (16%) ou encore la diminution ou la suppression de la viande dans l'alimentation (9%, mais 17% chez les moins de 35 ans).

Ces priorités sont à mettre en relation avec la crainte, partagée par 46% des Français, que la France ne soit plus en mesure de produire de quoi nourrir l'ensemble de sa population à l'horizon 2050. Ils sont en outre 7 sur 10 à juger la présence d'entreprises agroalimentaires sur le territoire français indispensable afin d'assurer notre sécurité alimentaire, proportion qui évolue fortement en fonction de l'âge du répondant (de 52% chez les 18-24 ans à 81% chez les 65 ans et plus).

Domaines jouissant d'une bonne image au sein de l'opinion, près de 4 Français sur 10 seraient prêts à embrasser une carrière dans l'agriculture ou l'industrie agroalimentaire

L'amour semble (presque) dans le pré : 90% des Français ont une bonne image de l'agriculture française (dont 28% une « très bonne image ») et 68% s'agissant de l'industrie agroalimentaire. Au-delà de cette bonne image, les métiers associés à ces domaines intéressent les Français. Ils sont ainsi 46% à déclarer pouvoir envisager une carrière dans le commerce agroalimentaire, 40% dans la logistique/transport agroalimentaire et 38% dans la production agricole ou dans l'industrie agroalimentaire en général. Il convient de souligner que les moins de 35 ans - les plus en prise avec les questions d'orientation professionnelle - sont plus que les autres intéressés par la perspective d'exercer un de ces métiers.

Enfin, confirmant l'image positive et stratégique de ces domaines, 78% des personnes interrogées considèrent que les questions de l'alimentation et de l'agroalimentaire ne sont pas suffisamment prises en compte dans les programmes des candidats à la prochaine élection présidentielle, dont 28% « pas du tout suffisamment ».

90% des Français ont déjà entendu parler des coopératives agricoles et voient en elles une partie de la solution pour répondre aux enjeux alimentaires et agricoles de demain

9 personnes sur 10 ont déjà entendu parler des coopératives agricoles et 46% voient précisément de quoi il s'agit. Ce niveau de notoriété semble là encore corrélé à l'âge du répondant : les seniors s'avèrent être bien plus connaisseurs (97% des 50 ans et plus) que les plus jeunes (71% seulement chez les 18-24 ans). Les coopératives agricoles disposent en outre d'une bonne image auprès des Français : 91% estiment ainsi qu'elles représentent une sécurité pour les exploitations agricoles et sont des entreprises d'avenir pour l'alimentation, 86% qu'elles permettent aux exploitants agricoles d'être en mesure de peser dans le rapport de force avec la grande distribution et 85% qu'elles offrent un accompagnement efficace aux exploitations, et notamment dans le cadre de la conversion au bio et de la transition écologique. Ainsi, le modèle des coopératives agricoles semble s'imposer comme un acteur essentiel du triptyque « produire plus, mieux et durable ».